

doc
CA1
EA752
97N36
FRE

Centre Canadien
pour le développement
de la politique étrangère

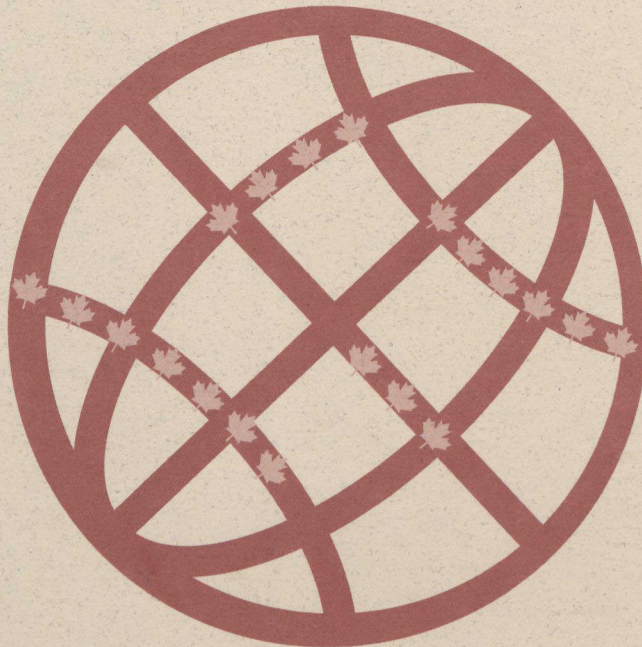


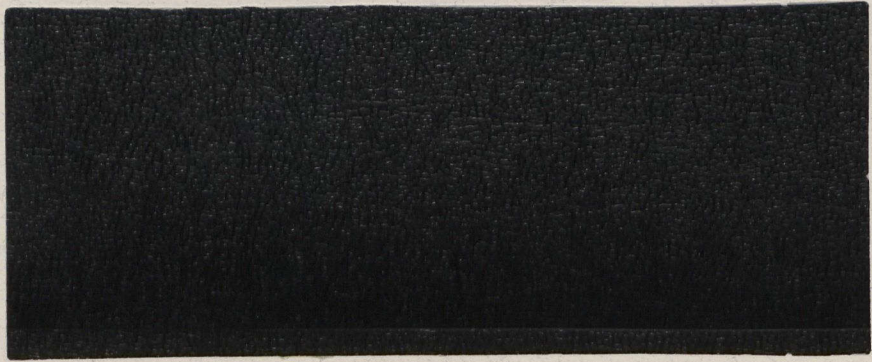
Canadian Centre
For Foreign Policy
Development

Options

1997

**FORUM NATIONAL
SUR LES RELATIONS INTERNATIONALES DU CANADA
ASIE-PACIFIQUE
RAPPORT SOMMAIRE**





La politique étrangère canadienne devrait définir les intérêts du Canada en matière de sécurité dans la région de l'Asie-Pacifique comme « un environnement stable et sans danger, respectant la primauté du droit et caractérisé par le développement durable ». Le développement durable devrait consister notamment à encourager la « prospérité responsable », qui accorde une attention à des questions aussi diverses que l'équité salariale ainsi que l'adoption et l'application de lois relatives au travail des enfants.

OPTIONS GÉNÉRALES

Une élaboration efficace de la politique étrangère doit comprendre une critique des pratiques et des politiques canadiennes actuelles, et

1997

Les peuples autochtones du Canada devraient participer aux discussions de stratégie pour

FORUM NATIONAL SUR LES RELATIONS INTERNATIONALES DU CANADA

de forum international qui pourrait peut-être servir dans le contexte de l'Asie-Pacifique.

ASIE-PACIFIQUE

Le Canada devrait continuer d'utiliser un éventail d'outils diplomatiques, y compris ceux du commerce international

RAPPORT SOMMAIRE

pour promouvoir l'adoption de régimes appropriés en matière de droit, de commerce international, de travail, de droits de la personne, ainsi que de développement et d'environnement durables.

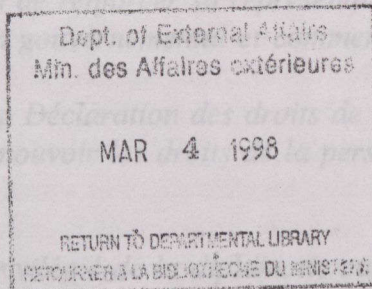
Le Canada devrait prendre l'initiative de promotion, dans les instances étrangères, l'adoption de régimes appropriés en matière de droit, de commerce international, de travail, de droits de la personne ainsi que de développement et d'environnement durables.

Il s'impose de renforcer les liens et les échanges au sein de la société civile par des partenariats formels et informels au pays et à l'étranger.

Pour accroître son influence, le Canada a besoin d'une présence accrue sur le terrain dans la région (aux niveaux gouvernemental, non gouvernemental).

Le Canada doit profiter du 50^e anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme de l'ONU, qui offre une excellente occasion de promouvoir la parité dans la région.

Bien que le Canada continue de mener l'initiative, il devrait également encourager d'autres pays à participer.



Le présent rapport tient compte des recommandations formulées aux réunions du Forum national de 1997 qui ont eu lieu à Victoria en avril, à Waterloo en juin, à Halifax en juillet et à Québec en août, et à l'atelier sur le développement des politiques tenu à Campbell River en octobre.

53302862

La politique étrangère canadienne devrait définir les intérêts du Canada en matière de sécurité dans la région de l'Asie-Pacifique comme « un environnement stable et sans danger, respectant la primauté du droit et caractérisé par le développement durable ». Le développement durable devrait consister notamment à encourager la « prospérité responsable », qui accorde une attention à des questions aussi diverses que l'équité salariale ainsi que l'adoption et l'application de lois relatives au travail des enfants.

OPTIONS GÉNÉRALES

Une élaboration efficace de la politique étrangère doit comprendre une critique des pratiques et des politiques canadiennes actuelles, et faire fond sur cette critique.

Les peuples autochtones du Canada et de l'Asie doivent participer aux discussions de stratégie pour faire entendre leur voix (le Conseil circumpolaire de l'Arctique offre un modèle de forum international qui pourrait peut-être servir dans le contexte de l'Asie-Pacifique).

Le Canada devrait continuer d'utiliser un vaste éventail d'outils diplomatiques, y compris ceux du commerce international, de l'investissement, du développement et de la culture, pour promouvoir l'adoption de régimes appropriés en matière de droit, de commerce international, de travail, de droits de la personne, ainsi que de développement et d'environnement durables.

Le Canada devrait prendre l'initiative de promouvoir, dans les instances étrangères, l'adoption de régimes appropriés en matière de droit, de commerce international, de travail, de droits de la personne ainsi que de développement et d'environnement durables.

Il s'impose de renforcer les liens et les échanges au sein de la société civile par des partenariats formels et informels au pays et à l'étranger.

Pour accroître son influence, le Canada a besoin de renforcer sa représentation sur le terrain dans la région (aux niveaux gouvernemental, non gouvernemental et commercial).

Le Canada doit profiter du 50^e anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme de l'ONU, qui offre une excellente occasion de promouvoir les droits de la personne dans la région.

Bien que le multilatéralisme reste l'instrument privilégié de la diplomatie canadienne, le Canada devrait continuer d'utiliser d'autres avenues lorsqu'il y a lieu.

Le Canada se doit d'accroître le rôle des peuples autochtones et des Canadiens d'origine asiatique grâce à des procédures de dotation en personnel axées sur l'inclusion au niveau gouvernemental. Cela aiderait à assurer l'intégration d'opinions et d'expériences diverses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Comment les Canadiens devraient-ils promouvoir le développement durable en Asie-Pacifique et où devraient-ils le faire. Quelle devrait être leur contribution. Faut-il un minimum de développement économique/industriel avant qu'on puisse faire la promotion du développement durable. Et comment le Canada peut-il le plus efficacement travailler avec des pays de même opinion pour promouvoir le développement durable.

Au plan international, les Canadiens devraient promouvoir le développement et l'utilisation de technologies propres, fournir du soutien à la région en diffusant leurs compétences en matière de planification environnementale et encourager la création de liens entre le Canada et l'Asie-Pacifique dans le domaine de l'éducation. Les Canadiens devraient aussi appuyer le développement durable dans la région en établissant des liens avec des pays de même opinion par le truchement d'initiatives de recherche-développement de nature coopérative et non concurrentielle.

Les entreprises canadiennes peuvent jouer un rôle dans la promotion du développement durable en faisant la démonstration de pratiques exemplaires et en faisant des transferts de technologies, reconnaissant par ailleurs que le processus d'apprentissage n'est pas à sens unique. Les compagnies canadiennes reconnaissent la rentabilité de saines pratiques environnementales, une leçon qu'elles peuvent partager avec leurs homologues asiatiques, notamment en faisant la promotion de réussites environnementales dans le contexte de l'Asie-Pacifique. En tenant compte du fait que les politiques et les objectifs doivent s'inscrire dans une perspective à long terme, le Canada peut jouer un rôle positif par le biais de l'aide étrangère et de l'éducation.

Options

1. Élaborer une politique relative au développement durable fondée sur les principes suivants :

- a) rendre des comptes en fonction d'évaluations, d'indicateurs (p. ex. sécurité alimentaire) et de mesures qualitatives et quantitatives, et faire participer les Canadiens à l'élaboration et à l'évaluation des politiques;*
- b) recourir à des politiques différentes et évolutives qui prennent en compte la diversité (socio-culturelle) des sociétés dans le monde;*
- c) procéder à un examen critique des pratiques/politiques canadiennes et s'engager à favoriser une consommation responsable sur le plan écologique et social (dans un souci d'équité);*
- d) inclure des politiques de responsabilisation et prendre en compte le savoir local, les sciences et la technologie et les capacités de mise en oeuvre (voir modèle en forme de fleur);*
- e) reconnaître les aspects suivants du développement durable : sécurité commune, bien-être écologique, social et économique et impératif écologique.*

2. *Passer en revue toutes les politiques canadiennes et les accords internationaux pour voir comment ils contribuent à la sécurité et au développement durable de l'être humain et de l'environnement.*
3. *Revoir tous les accords internationaux liés au développement durable ou qui ont des répercussions sur celui-ci afin de garantir que le Canada rend des comptes à l'égard de ses obligations.*
4. *Identifier et définir les valeurs canadiennes qui traduisent la nécessité d'un développement durable mondial et notre engagement à cet égard.*
5. *Affirmer que le Canada reconnaît et assume sa responsabilité de tenir les sociétés transnationales responsables des répercussions de leurs activités sur le développement durable (p. ex. via l'ONU).*
6. *Développer des liens et des réseaux d'influence internationaux.*
7. *Continuer et coordonner les consultations et la collaboration officielles, c.-à-d. le processus de la piste II (ARF, CSCAP, centres d'études de l'APEC, PECC), qui pourrait aider à accroître la cohérence entre les niveaux mondial, multilatéral, bilatéral, régional et local.*
8. *Accroître la représentation de Canadiens d'origine asiatique au MAECI et dans les organisations internationales qui s'intéressent à l'Asie-Pacifique.*
9. *Promouvoir des mécanismes consultatifs et une résolution coopérative des problèmes par l'entremise du processus officiel, c.-à-d. la piste I/APEC.*
10. *Veiller à ce que les questions de développement durable soient à l'ordre du jour des autres réunions du Forum.*
11. *Intégrer les apports du monde des affaires et des ONG aux travaux des forums appropriés de l'APEC.*
12. *Veiller à ce que les mandats des études de faisabilité de projets d'infrastructure financées grâce à des fonds publics comportent des composantes liées au développement durable.*
13. *S'assurer que la politique étrangère canadienne en matière de développement durable est explicite.*
14. *Préparer un énoncé des valeurs relatives au développement durable que véhicule la politique étrangère canadienne.*

15. Élaborer et appuyer des stratégies qui aident à mettre en place des structures de valeurs concernant des enjeux de développement durable qui rejoignent les préoccupations du Canada. Par exemple,

- a) des prix décernés par l'industrie à des exportateurs de technologies propres;**
- b) une revue annuelle des activités de développement durable dans les secteurs public et privé;**
- c) des partenariats entre les secteurs privé et public et avec les ONG afin d'appuyer le développement durable.**

16. Veiller à ce que les principes et la pratique du développement durable sous-tendent toutes les activités économiques - aussi bien au Canada qu'outre-mer.

17. Élaborer des incitatifs à la déclaration annuelle des pratiques commerciales et environnementales.

DROITS DE LA PERSONNE

La protection des droits de la personne en Asie-Pacifique devrait-elle être un but pour le Canada. Quelle est la meilleure stratégie et quel rôle joueraient les entreprises, le gouvernement et les ONG pour promouvoir les droits de la personne.

Le Canada doit élaborer une stratégie de promotion des droits de la personne qui fait appel aux pistes I, II et III, tout en gardant à l'esprit que si les droits de la personne doivent être universels, leur promotion devrait prendre en compte les différences culturelles. Les politiques et valeurs canadiennes sont souvent bonnes, mais leur stratégie de mise en oeuvre peut être inefficace (p. ex. les femmes et le développement). De plus, les cultures ne sont pas statiques et il faut en tenir compte au plan stratégique. Des initiatives visant des enjeux ou des secteurs spécifiques peuvent toucher une partie plus large de la société civile (p. ex. la formation de juges en Asie-Pacifique cible directement les problèmes de corruption dans le système juridique tout en dégagant des avenues de réforme dans d'autres secteurs de la société). De plus, bien qu'il soit important de travailler de concert avec des pays de même opinion, il serait indiqué de se rappeler que la convergence des opinions est plus que jamais fluide et centrée sur des enjeux spécifiques.

Options

1. Concentrer l'attention sur les stratégies, les priorités et l'application des politiques relatives aux droits de la personne, et non sur leur définition.

2. Adopter des stratégies locales par dossier, par secteur et par pays.

3. Adopter des stratégies qui soient multidimensionnelles, touchant les sphères civile, politique, économique et sociale, et qui tiennent compte des approches directe et indirecte (pistes I, II et III).

4. Maintenir et renforcer l'engagement à l'égard du système de l'ONU sur la protection universelle des droits de la personne et profiter du 50^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU pour encourager l'affirmation de ces principes dans la région de l'Asie-Pacifique. Utiliser au maximum d'autres instruments multilatéraux de l'ONU et de l'OIT.

5. Avoir recours à une gamme d'outils, sur une base ponctuelle, pour influencer le respect des droits de la personne et du travail, notamment l'aide, les incitatifs liés au commerce et à l'investissement et les sanctions. Par exemple, à la lumière des positions adoptées par l'ONU (p. ex. Birmanie et Timor oriental), manifester une volonté accrue d'agir.

6. Appuyer, par l'intermédiaire des institutions multilatérales, les efforts déployés pour obtenir la transparence dans les ententes financières et les budgets de manière à réduire la corruption et les dépenses militaires cachées qui soutiennent souvent les violations des droits de la personne.

7. Suggérer, par l'entremise de l'APEC, que le Canada organise une rencontre de parlementaires de l'Asie-Pacifique, au début de 1998, pour discuter des questions des droits de la personne et du développement durable (dans la foulée du succès qui a couronné la réunion de janvier 1997 à Vancouver).

8. Faciliter une discussion publique éclairée sur le projet d'accord multilatéral relatif à l'investissement et sur ses répercussions sur les droits des travailleurs et les droits de la personne.

9. Exiger qu'Équipe Canada accorde une voix égale aux organisations de défense des droits de la personne.

10. Faciliter le recours à des organisations sans caractère officiel pour faire la promotion des droits de la personne au plan international. La participation de la société civile au niveau communautaire est importante. Le Canada devrait aussi renforcer les liens entre les organisations et les groupes canadiens et ceux des pays de l'Asie-Pacifique qui se consacrent à la protection des droits des travailleurs et des droits de la personne.

11. Veiller à ce que des représentants des groupes autochtones et des autres minorités soient présents lorsqu'on aborde les dossiers des droits de la personne.

12. Encourager le service diplomatique à devenir moins eurocentrique, plus souple et plus coopératif.

13. *Faciliter l'échange d'informations et les discussions coopératives sur des questions relatives aux droits de la personne au plan international.*

14. *Accroître l'aide publique au développement, y compris les fonds affectés aux organisations non gouvernementales - c.-à-d. l'appui à la société civile au Canada et en Asie-Pacifique, pour qu'elle atteigne les objectifs fixés pour le Canada. La réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie faciliteront le respect des droits de la personne.*

15. *Concentrer l'attention sur les groupes particulièrement coupables d'abus des droits de la personne, soit les forces armées et la police.*

16. *Veiller à ce que les dossiers du travail des enfants et des autres exploitations des enfants soient inclus sous la rubrique des droits de la personne.*

17. *Veiller à ce que les participants aux missions d'Équipe Canada soient sensibilisés aux abus des droits de la personne commis plus particulièrement dans la région où ils ont l'intention de faire des affaires.*

PEUPLES AUTOCHTONES

Comment les Canadiens peuvent-ils aider les peuples autochtones à se faire entendre et à se trouver un rôle au Canada et en Asie-Pacifique. Est-ce un objectif de politique étrangère approprié ou crédible.

Les peuples autochtones peuvent et doivent parler en leur propre nom et il faut leur donner *voix au chapitre*. Ceci vaut pour les peuples autochtones du Canada et de la région de l'Asie-Pacifique, bien qu'il faille reconnaître que la situation dans cette dernière région est compliquée par d'autres catégorisations en fonction des minorités, des tribus et d'autres communautés. Les peuples autochtones continuent d'entretenir des relations, des dialogues et des activités Nord-Sud et Canada-Asie-Pacifique.

Les peuples autochtones sont affectés négativement par le développement économique non durable, comme l'extraction des ressources. Ils peuvent conduire des affaires, et ils le font, mais leurs modèles de *développement durable*, qui ont beaucoup à offrir, doivent être reconnus. Dans le domaine de la santé, on assiste à une certaine reconnaissance des sciences et des connaissances des peuples autochtones et asiatiques.

Le système des droits « individuels » de l'ONU, issu de l'Occident, est remis en question par les peuples autochtones et asiatiques. Le *cadre des droits collectifs des peuples autochtones*, qui confère des responsabilités et des avantages aux individus, offre un modèle qui peut éviter l'affrontement des droits collectifs asiatiques et des droits individuels occidentaux. De plus, le Canada a dans ses peuples autochtones une ressource inexploitée pour engager de façon plus constructive les nations de l'Asie-Pacifique dans des domaines fondamentaux, comme les pratiques diplomatiques.

Bien que le Canada ait l'avantage de la diversité dans les idées, de la géographie et de l'ethnicité, sa *crédibilité* dans le dossier des peuples autochtones a souffert depuis la publication du récent rapport sur les autochtones.

Il faut reconnaître que la plupart des violations des droits de la personne sont dirigées contre les peuples autochtones, ici et dans l'Asie-pacifique.

Options

1. *Au sein de l'APEC :*

- a) *promouvoir et élargir la participation de la société civile aux réunions de l'APEC, en particulier la participation accrue des peuples autochtones;*
- b) *promouvoir un forum sur les questions relatives aux peuples autochtones.*

2. *Promouvoir la recherche « participative » sur les peuples autochtones, à savoir effectuer des recherches avec la participation de ces derniers. Poursuivre un apprentissage commun en matière de santé, en particulier au moyen de mesures de coopération.*

3. *Appuyer la diversification des échanges entre les peuples autochtones et non autochtones du Canada et de l'Asie-Pacifique. Poursuivre un dialogue et une participation élargis, aux niveaux sectoriel ou communautaire, en appuyant les ONG dans leurs travaux avec leurs interlocuteurs locaux ou autres. Appuyer des liens technologiques qui encouragent le dialogue entre des peuples autochtones ayant des intérêts communs.*

4. *Jouer un rôle de leader dans la mise en oeuvre d'initiatives qui fournissent un appui aux peuples autochtones, et bénéficient de leur soutien, tant au niveau communautaire qu'au plan international. p. ex. le Forum de l'ONU pour les peuples autochtones. Continuer de promouvoir la Convention sur la biodiversité à la conférence de Madrid en 1998, en prêtant une attention particulière à l'alinéa 8j), qui propose un cadre pour l'étude des questions relatives aux peuples autochtones.*

5. *Bâtir une capacité d'élaboration de politiques en établissant et en soutenant une masse critique de peuples et d'experts autochtones pour fournir les compétences, les connaissances et les options nécessaires à l'élaboration des politiques.*

6. *Inclure les éléments suivants dans un « code de conduite » à l'égard des peuples autochtones :*

- a) *une promotion et une connaissance accrues des peuples autochtones, notamment des ressources éducatives qui transmettent des points de vue, des usages et des modes de vie culturels;*
- b) *l'équité et la justice adaptées au contexte culturel, pour permettre la diversité et préserver la culture des peuples autochtones dans le cadre de la « mondialisation »;*
- c) *la « voix au chapitre » offerte aux peuples autochtones pour qu'ils puissent s'adresser en leur propre nom aux gens d'affaires.*

7. Définir une politique ou un train d'initiatives qui s'adresse aux jeunes autochtones en particulier.

CODES DE CONDUITE

Le Canada devrait-il concentrer ses efforts sur l'établissement d'un code de conduite national ou international. Les codes de conduite devraient-ils être volontaires ou obligatoires, à qui devraient-ils s'appliquer et qui devrait prendre les décisions.

Il faut adopter un ensemble de valeurs fondamentales au plan national. Le Canada pourra ensuite promouvoir l'adoption de ces valeurs à l'échelle internationale, peut-être par un organisme semblable à l'Organisation internationale du travail. Comme elles touchent tous les aspects de la vie, les discussions sur les codes de conduite devraient faire appel à tous les secteurs de la société civile. Il est fort improbable que des codes volontaires seront assez spécifiques pour être efficaces.

Options

- 1. Réexaminer le rôle des entreprises dans la promotion des droits de la personne. Reconnaître qu'il n'y a aucune garantie que les principes moraux des sociétés refléteront les valeurs des Canadiens ou du gouvernement. Mettre en place des mécanismes pour encourager les entreprises à collaborer avec les ONG et les collectivités (p. ex. élaboration conjointe de codes de conduite).***
- 2. Veiller à l'application de codes de conduite appropriés, fondés sur des principes convenus de pratiques exemplaires, aux activités commerciales et industrielles outre-mer d'entreprises canadiennes qui reçoivent l'aide du gouvernement canadien. Lier l'accès aux programmes commerciaux et industriels du gouvernement aux meilleures pratiques, notamment en matière de lutte anti-corruption, de conditions de travail, de sécurité des produits, de santé et de sécurité, d'environnement, de travail des enfants et de discrimination entre les sexes.***
- 3. Faciliter des consultations avec les différents intervenants pour élaborer des codes de conduite appropriés qui régissent les activités commerciales et industrielles des entreprises canadiennes outre-mer, en se fondant sur les facteurs contextuels et sectoriels.***
- 4. Faciliter une approche concertée afin de mieux faire connaître les codes de conduite et de pratiques régissant les activités commerciales et industrielles des entreprises canadiennes outre-mer, en utilisant divers outils éducatifs (p. ex. écoles de commerce, médias).***
- 5. Promouvoir l'adoption de codes de conduite à l'ALENA, à l'OCDE et à l'APEC. Un processus international assurerait le succès de toute initiative éventuelle.***

6. Exiger des participants l'adoption de codes de conduite dans leur structure et dans leurs pratiques commerciales.
7. Recourir aux incitatifs plutôt qu'aux pénalités pour encourager l'adoption des meilleures pratiques. Explorer la possibilité de l'accréditation ISO pour les entreprises qui déposent leur code de conduite au Ministère.
8. Organiser des forums d'affaires pour encourager les entreprises canadiennes à adopter les bons codes ou usages qui existent actuellement en matière de droits de la personne.
9. Encourager les entreprises à utiliser les conseils d'affaires bilatéraux pour assurer le partage des connaissances, de l'expérience et des valeurs.
10. Sensibiliser les gens d'affaires au sort des gens ordinaires.
11. Chercher à faire augmenter le nombre de fonctionnaires afin de lutter contre la corruption.

Quelle est la meilleure façon pour les Canadiens /le Canada de lutter contre la corruption.

Options

1. Diriger les efforts au sein de forums appropriés (p. ex. l'OCDE) afin de parvenir à un accord multilatéral contre la corruption, qui devrait être mis en oeuvre d'ici deux ans (p. ex. fondé sur la Foreign Corruption Act des États-Unis).
2. Encourager l'adoption de pratiques anti-corruption dans les politiques et les accords commerciaux bilatéraux. Appuyer les efforts pour que les organisations multilatérales exigent une plus grande transparence financière, notamment en criminalisant la corruption et en éliminant les déductions fiscales pour les pots-de-vin, et examiner la possibilité d'adopter une loi semblable à la loi américaine de 1997 sur la corruption des fonctionnaires étrangers.
3. Appuyer les efforts faits pour réformer les systèmes et les pratiques juridiques en Asie-Pacifique, réformes qui refléteraient à terme des pratiques anti-corruption et les pratiques commerciales éthiques.

LIBERTÉ DES MÉDIAS

Les Canadiens devraient-ils promouvoir la liberté des médias en Asie-Pacifique. Comment. Le Canada peut-il contribuer au renforcement des capacités dans les domaines des communications et des médias. Y a-t-il une place pour des institutions telles que Radio Canada International ou pour des initiatives du secteur privé ou des ONG telles que des programmes d'éducation et de formation ou des échanges. Qui devrait prendre l'initiative.

Options

- 1. Continuer à promouvoir les valeurs universelles (dont la liberté de la presse) malgré la dichotomie apparente entre l'Orient et l'Occident.*
- 2. Prendre l'initiative d'encourager des journalistes étrangers à venir au Canada et à travailler avec des journalistes canadiens en offrant des bourses avec l'appui des médias (y compris Conrad Black, RCI et Radio-Canada).*
- 3. Continuer d'utiliser la diplomatie discrète pour promouvoir la liberté des médias, mais dans des cas où, par exemple, des journalistes sont persécutés, manifester plus vigoureusement et plus ouvertement sa réprobation tant par les voies diplomatiques que par l'intermédiaire des ONG. Il devrait mettre à contribution son aptitude reconnue à former des coalitions pour collaborer avec des pays de même opinion afin de faire pression sur les pays qui entravent sérieusement la libre circulation de l'information et la communication.*
- 4. Fournir à Radio Canada International les ressources appropriées pour qu'elle puisse jouer un rôle crédible comme véhicule de communication internationale chargé de faire connaître davantage le Canada à l'étranger par la diffusion d'une programmation canadienne et de nouvelles internationales de qualité.*
- 5. Promouvoir l'utilisation d'Internet et des autres technologies informatiques pour promouvoir la liberté des médias.*
- 6. Concentrer le savoir-faire et les efforts canadiens sur des projets de moindre envergure où les politiques auraient le plus de répercussions. Contribuer au développement d'infrastructures médiatiques au niveau des collectivités, à savoir :*
 - a) Favoriser l'établissement de liens entre les journalistes et les organisations professionnelles de journalisme à l'échelle locale, nationale et internationale;*
 - b) Fournir aux collectivités le matériel et la formation dont elles ont besoin pour sentir qu'elles se prennent en charge (la radio communautaire Tambuli aux Philippines et son émission « Village on the Air » constituent un exemple);*
 - c) Chercher à élargir la portée et à tirer parti de situations qui se sont avérées profitables tant pour la collectivité visée que pour les donateurs (par exemple, l'utilisation, financée par le Canada, d'une caméra vidéo par un petit service de santé publique de la ville de Rafah dans la bande de Gaza).*

7. Promouvoir une interaction multisectorielle plus poussée entre les journalistes de l'Asie-Pacifique et les intervenants des milieux juridique, universitaire et gouvernemental, des organisations multilatérales et des collectivités locales.

8. Soutenir des programmes de formation en journalisme qui encouragent les bonnes pratiques journalistiques et/ou des ateliers destinés aux gouvernements et aux juristes concernant les lois sur la diffamation, l'outrage au tribunal et la liberté de la presse.

9. Adopter une approche tactique qui privilégie une approche plus spécifique et ponctuelle. Cette méthode ménagerait les sensibilités culturelles et exploiterait l'ambiguïté permise par divers gouvernements dans la région de l'Asie-Pacifique.

10. Encourager les ambassades du Canada à donner plus d'importance à la question des journalistes en danger et à agir plus rapidement à la suite des alertes données par l'International Freedom of Expression Exchange.

11. Encourager les écoles de journalisme canadiennes à exploiter explicitement des réseaux en Asie-Pacifique par des méthodes comme les échanges et la formation de journalistes d'enquête asiatiques au Canada.

12. Appuyer la création de cadres institutionnels régionaux, particulièrement l'APEC, pour améliorer plus systématiquement l'accès des médias par le recours à des séances quotidiennes d'information, et le développement de centres des médias.

13. Encourager les activités officielles (du service diplomatique) et non officielles (des médias) sur le terrain en Asie-Pacifique.

DIVERS

SÉCURITÉ ET STABILITÉ

Même si aucune nation ne nierait ouvertement les vertus de la modération, de la tolérance et le respect de la primauté du droit, le Canada a particulièrement bien réussi (jusqu'ici) à illustrer ces valeurs. Bien qu'il n'ait pas le monopole de l'éthique et des valeurs, son adhésion nationale à ces valeurs (mines antipersonnel, prolifération des armes) donne l'exemple, encourage d'autres pays à faire de même et établit publiquement une norme sur laquelle il peut fonder sa réaction face à des mesures répréhensibles prises dans des pays moins démocratiques de l'Asie-Pacifique.

Compte tenu de la priorité que la politique étrangère accorde à la prospérité, à la sécurité et à la justice, le Canada a intérêt à ce que la stabilité et la sécurité règnent en Asie-Pacifique, sous réserve, toutefois, que la sécurité et la stabilité ne soient pas des fins en soi. Elles ne doivent pas être assurées aux dépens des droits fondamentaux de la personne ni de la santé des gens et de l'environnement de la région.

Options

- 1. La politique étrangère canadienne devrait exploiter pleinement les succès qu'elle a connus ailleurs dans la promotion de la diplomatie multilatérale et les atouts que lui confère le bilinguisme et le patrimoine culturel canadiens pour contribuer au bien collectif de la communauté de l'Asie-Pacifique.*
- 2. Intensifier les efforts canadiens visant à constituer des partenariats militaro-civils ici et à l'étranger.*
- 3. Veiller à ce que la politique étrangère canadienne exprime clairement les valeurs nationales du Canada, afin que les fondements de la position canadienne sur des événements politiques controversés soient bien compris de tous. « La modération, la tolérance et le respect de la primauté du droit » n'est pas une mauvaise formule et elle devrait être acceptable d'un bout à l'autre du spectre politique canadien, peu importe qui est au pouvoir. Continuer de condamner les actes inacceptables commis dans la région.*
- 4. Il est inévitable qu'une attention particulière se porte à différents moments sur des régions ou des problèmes en particulier. Mais les affaires internationales sont foncièrement imprévisibles. Veiller à ce que l'attention en soit pas concentrée sur une région ou un problème au point où des événements cruciaux et importants ailleurs puissent provoquer une crise inattendue à laquelle le Canada ne serait pas prêt.*
- 5. Concentrer les efforts sur l'énergie et l'utilisation de l'énergie, la production d'aliments, l'énergie nucléaire, les crises humaines complexes (incendies, inondations, etc.).*
- 6. Concentrer les efforts sur les domaines d'expertise, à savoir la prolifération des armes, la prolifération nucléaire, les mines antipersonnel, les armes légères, la criminalité transnationale, les mouvements illégaux de personnes, la coopération entre militaires, et les relations militaro-civiles.*

RÉFUGIÉS

Le Canada devrait-il faire plus pour résoudre la crise internationale des réfugiés. Si oui, quelles initiatives devrait-il adopter.

La fin de la guerre froide n'a pas changé les causes des crises des réfugiés : elles subsistent et de nouvelles vont apparaître.

Le Canada a prouvé sa capacité de jouer un rôle de chef de file dans les crises des réfugiés (comme au Rwanda), ainsi que dans des secteurs connexes comme la consolidation de la paix.

Les seules *solutions* efficaces pour gérer les crises des réfugiés et pour y mettre fin *seront de nature multilatérale et multisectorielle*. La coopération du gouvernement avec les ONG a constitué un élément important de la réponse internationale aux crises des réfugiés. Toutefois, le HCR, organisme multilatéral central, ne dispose pas de financement permanent : son existence doit être renouvelée tous les cinq ans.

Options

1. *Continuer de faire preuve leadership et de compétence dans les mesures prises à l'égard des réfugiés.*
2. *Remplir les obligations contractées dans le cadre des conventions internationales sur les réfugiés et ratifier la Convention internationale sur les droits des travailleurs migrants.*
3. *Promouvoir l'adoption d'un HCR permanent doté d'un financement suffisant.*
4. *Continuer à oeuvrer en faveur de l'adoption d'instruments de diplomatie préventive pour empêcher les crises de réfugiés et en faveur de la création, au niveau multilatéral, de systèmes d'alerte rapide pour permettre d'agir promptement quand ces crises se produisent.*
5. *Poursuivre la coopération et la coordination avec les ONG pour assurer un maximum d'efficacité.*

COMMERCE, DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ET DES CAPACITÉS

Le Canada est un pays maritime, qui devrait jouer un rôle de chef de file, à l'échelle internationale, dans la gouvernance des océans et du commerce et de l'industrie maritimes. Il faudrait identifier les régions prioritaires, dont l'Asie-Pacifique, pour le commerce et l'industrie maritimes au Canada, ainsi que les types d'activités dans ces régions.

Le gouvernement canadien devrait reconnaître que la formation et l'éducation dans le contexte international sont un tremplin pour effectuer des transferts de technologie et créer d'autres débouchés.

En outre, il existe un lien naturel entre les populations côtières du Canada et de l'Asie du Sud-Est, y compris les populations autochtones. Le Canada devrait reconnaître que la technologie et l'aquaculture ne sont pas une panacée à la crise mondiale des pêcheries.

Il est essentiel que les Canadiens apprennent à penser en termes mondiaux et dans une perspective d'internationalisation, et il faut fournir de l'aide aux collectivités afin qu'elles dégagent les ressources locales susceptibles de contribuer à l'atteinte de cet objectif (par l'entremise des ONG). Des possibilités de partager nos connaissances avec des partenaires de l'Asie-Pacifique ont été identifiées, notamment le téléenseignement et l'éducation permanente (pour les enseignants/formateurs ainsi que pour les étudiants) et le jumelage des établissements d'enseignement.

Options

- 1. Veiller à ce que les jeunes participent (à l'échelle internationale et au Canada) à l'élaboration des politiques.*
- 2. Promouvoir activement, par la coopération fédérale-provinciale, le recrutement d'étudiants de l'Asie-Pacifique dans les universités canadiennes. Accroître le financement des bourses d'études au Canada. Simplifier les procédures d'obtention de visas pour ceux qui viennent étudier au Canada.*
- 3. Reconnaître que la question complexe du travail des enfants commande des initiatives innovatrices en matière de développement. Envisager de faire appliquer les normes de l'Organisation mondiale du travail relatives à la rémunération équitable du travail.*

Le secteur maritime du Canada a-t-il un rôle particulier à jouer dans le développement des ressources humaines et le renforcement des capacités dans la région de l'Asie-Pacifique.

L'environnement marin n'a pas de frontières. Ainsi, le milieu marin dans l'Arctique est pollué par des activités en Asie et dans la partie sud de l'Amérique du Nord. Le Canada peut, dans les instances internationales, prendre l'initiative d'influencer les politiques en Asie du Sud-Est puisqu'il a des capacités reconnues dans les domaines des technologies, des politiques, de l'éducation et de la formation relatives à l'environnement marin. Il existe déjà dans la région un grand nombre de liens éducatifs et de possibilités de formation qu'il faudrait appuyer et dont il faudrait favoriser l'expansion.

1997

**FORUM NATIONAL SUR LES RELATIONS INTERNATIONALES DU CANADA
NATIONAL FORUM ON CANADA'S INTERNATIONAL RELATIONS**

**COORDINATORS
COORDONNATEURS**

Coordinator, West Coast and National Forum Coordinator

Dawn McLean

Project Management and Policy Development
Victoria, BC

National Forum Coordinator

Ken Epps

Project Ploughshares, Conrad Grebel College
Waterloo, Ontario

Coordinator, East Coast and National Forum Coordinator

Kattie Orr

Centre for Foreign Policy Development, Dalhousie University
Halifax, NS

Coordonnateur, Québec et Coordonnateur du Forum National

Yannick Lamonde

Université Laval
Québec, Québec

VICTORIA
Participants

NGOS

PARTICIPANTS

Phil Fontaine

Former Grand Chief of the Assembly of Manitoba Chiefs
Winnipeg, Manitoba

Marjorie MacLean

Executive Director, Canadian Institute of the Arts
for Young Audiences
Vancouver, BC

Karen Minden

Vice-president, Research & Analysis Division
Asia Pacific Foundation of Canada
Winnipeg, Manitoba

Sharna Sylvester

IMPAC
Vancouver, BC

Tarah Wilson

British Columbia Council for International Cooperation (BCCIC)
Victoria, BC

Yuen Pau Woo

Director, Research & Analysis
Asia Pacific Foundation of Canada
Vancouver, BC

Stuart Wolff

Executive Director, South Pacific Peoples Foundation
Victoria, BC

Academics and Experts

Jan Eyster

Coordinator, Programs, Assessment and Recruitment
Royal Roads University
Victoria, BC

VICTORIA
Participants

NGOS

Phil Fontaine

Former Grand Chief of the Assembly of Manitoba Chiefs
Winnipeg, Manitoba

Marjorie MacLean

Executive Director, Canadian Institute of the Arts
for Young Audiences
Vancouver, BC

Karen Minden

Vice-president, Research & Analysis Division
Asia Pacific Foundation of Canada
Winnipeg, Manitoba

Shauna Sylvester

IMPAC
Vancouver, BC

Tarah Wilson

British Columbia Council for International Cooperation (BCCIC)
Victoria, BC

Yuen Pau Woo

Director, Research & Analysis
Asia Pacific Foundation of Canada
Vancouver, BC

Stuart Wulff

Executive Director, South Pacific Peoples Foundation
Victoria, BC

Academics and Experts

Jim Bayer

Coordinator, Programs: Assessment and Recruitment
Royal Roads University
Victoria, BC

Leslie Butt

Asia Pacific Studies, University of Victoria
Victoria, BC

Kathleen Mahoney

Faculty of Law, University of Calgary
Calgary, Alberta

John Price

Labour Studies, UBC
Vancouver, BC

Sandra Schatzky

Centre for Asia Pacific Initiatives, University of Victoria,
Victoria, BC

Eileen Skinnider

International Centre for Criminal Law Reform and Criminal Justice Policy
Vancouver, BC

Lawrence Woods

International Studies Program, University of Northern BC
Prince George, BC

Art Wright

Sustainable Development Research Institute, UBC
Vancouver, BC

Youth

Connie Freeman

Political Science, University of Victoria
Victoria, BC

Xavier Furtado

UBC Institute of International Relations
Vancouver, BC

Penny Kerrigan

Canadian Federation of Students, National Aboriginal Representative
Victoria, BC

Faye Soehngen

Councillor, Native Issues, University of Victoria
Victoria, BC

Gordon World

Pacific & Asia Studies, University of Victoria
Victoria, BC

Business

James P. Cooney

Director, International & Public Affairs, Placer Dome Inc.
Vancouver, BC

Peter C. Wallis

President and CEO,
The Van Horne Institute for International Transportation and Regulatory Affairs
Calgary, Alberta

Bill Westhead

Sustainable Economic Alternatives Representative, CUSO
Vancouver, BC

Media

Gerry Caplan

Canadian Committee to Protect Journalists
Toronto, Ontario

Bill Lightowlers

Vice President, CETAC West
Vancouver, BC

Government

Nasreen Bhimani

Communications
Canadian Centre for Foreign Policy Development
Ottawa, Ontario

John M. Curtis

Senior Policy Advisor & Coordinator
Department of Foreign Affairs and International Trade
Ottawa, Ontario

Gilliane Lapointe
Coordinator, Canada's Year of Asia Pacific
Department of Foreign Affairs and International Trade
Ottawa, Ontario

Steven Lee
National Director
Canadian Centre for Foreign Policy Development
Ottawa, Ontario

Syd Maddicott
Policy Analyst
Department of Foreign Affairs and International Trade
Ottawa, Ontario

Michael O'Shaughnessy
Events Planner
Canadian Centre for Foreign Policy Development
Ottawa, Ontario

Mario Renaud
Strategic Planning and Policy
Canadian International Development Agency
Ottawa, Ontario

Noel Schacter
Director, International Branch
BC Ministry of Employment and Investment
Victoria, BC

Andrew Shore
Bilateral Affairs
Department of Foreign Affairs and International Trade
Ottawa, Ontario

Denis Stevens
Office of the Minister of Foreign Affairs
Ottawa, Ontario

Don White
Senior Advisor, Trade Policy
BC Ministry of Employment and Investment
Victoria, BC

Faye Soong
Councillor, Native Issues
University of Victoria
Victoria, BC

**HALIFAX
Participants**

NGOs

Jean Arnold

Falls Brook Centre
Falls Brook, New Brunswick

Angèle Aubin

Carrefour Tiers-Monde
Québec, Québec

Patrick Boyer, QC

Chairman, Pugwash Park Commission
Etobicoke, Ontario

Mary Coyle

Director, Coady International Institute, St. Francis Xavier University
Antigonish, NS

Karen Damtoft

Canadian Red Cross, NS Region
Halifax, NS

Peter Haydon

Director, Maritime Affairs, Naval Officers Association of Canada
Halifax, NS

Peter Outhit

Oceans Institute of Canada
Halifax, NS

Hanbin Park

PPC, Cornwallis Park
Clementsport, NS

Robert Race

International Oceans Institute, Dalhousie University
Halifax NS

Robert Reford

Reford-McCandless International
La Have, NS

Shelagh Savage
Atlantic Regional Director Canada World Youth
Halifax, NS

Academics and Experts

Aldo Chircop
Coordinator Marine Affairs Program, Dalhousie University
Halifax, NS

Sheila Cole
Health and Environment Educator
Halifax, NS

Fred Crickard
Centre for Foreign Policy Studies, Dalhousie University
Halifax, NS

Wendy Cukier
Ryerson Polytechnical University
Toronto, Ontario

David Ferns
New Germany Elementary School
New Germany, NS

Malcolm Grieve
Department of Political Science, Acadia University
Wolfville, NS

Richard Kurial
Department History, University of Prince Edward Island
Charlottetown, PEI

Pierre Lizée
Department of Political Science, University of Montreal
Montreal, Quebec

Robert MacLean
Sydney Academy
Sydney, NS

Maznah Mohamad
Centre for International Studies, University of Toronto
Toronto, Ontario

James Morrison
Coordinator, Asian Studies, Saint Mary's University
Halifax, NS

Donald Patton
International Business, Dalhousie University
Halifax, NS

Johan Saravanamuttu
Chair for ASEAN and International Studies
Toronto Ontario

Timothy M. Shaw
Director, Centre for Foreign Policy Studies, Dalhousie University
Halifax, NS

Youth

Michael Klenavic
University of PEI
Charlottetown, PEI

Matt Sherrard
Canada World Youth, Atlantic Regional Office
Halifax, NS

Business

Chris Musial
Director of International Marketing, International Language Institute
Halifax, NS

Ross Piercey
Nova Scotia Oceans Initiative
Dartmouth, NS

Harvey Silverstein
Priority Management
Halifax, NS

Media

Michael Cobden

School of Journalism, University of Kings College
Halifax, NS

John Hay

Foreign Affairs Journalist
Ottawa, Ontario

Government

Nasreen Bhimani

Communications, Canadian Centre for Foreign Policy Development
Ottawa, Ontario

Connie Caruthers

Industry Canada
Halifax, NS

Bob Fraser

Senior Policy Advisor, Policy Branch
Canadian International Development Agency
Ottawa, Ontario

Heidi Hulan

Office of the Minister of Foreign Affairs
Ottawa Ontario

James Kelly

Director, International Relations, Canadian Coast Guard College
Sydney, NS

Steve Lee

National Director, Canadian Centre for Foreign Policy Development
Ottawa, Ontario

Randolph Mank

Deputy Director, Japan Division
Department of Foreign Affairs and International Trade Canada
Ottawa, Ontario

Mike O'Shaughnessy

Events Planner, Canadian Centre for Foreign Policy Development
Ottawa, Ontario

Sébastien Sigouin
APEC Division
Department of Foreign Affairs and International Trade
Ottawa, Ontario

Facilitators

Christine Arab
Centre for Foreign Policy Studies, Dalhousie University
Halifax, NS

Ann Griffiths
Political Science Department, Dalhousie University
Halifax, NS

David N. Griffiths
Pendragon Applied Research
Lawrencetown, NS

Glen Herbert
Centre for Foreign Policy Studies, Dalhousie University
Halifax, NS

Stephanie Reford
Reford-McCandless International
La Have, NS

Susan Rolston
Halifax Branch CIIA
Halifax, NS

**WATERLOO
Participants**

Media

Michael Cobden

School of Journalism, University of King's College
Halifax, NS

NGOs

John Hay

Esther Epp-Tiessen

MCC Ontario
Kitchener, Ontario

Daria French

Aboriginal Rights Network Coordinator
CUSO
Muncey, Ontario

Christine Harmston

Canadian Friends of Burma
Ottawa, Ontario

Michael Kerr

Green Lotus International
Toronto, Ontario

Harry Klassen

Calvin Presbyterian Church
Kitchener, Ontario

Mark Loyal

Anglican Parish of the Six Nations
Oshweken, Ontario

Barbara McLean

Presbyterian Church in Canada
Waterloo Ontario

Hulene Montgomery

United Way
Kitchener, Ontario

Ernie Regehr

Project Ploughshares
Conrad Grebel College
Waterloo, Ontario

Geoff Richardson
Amnesty International
Toronto, Ontario

Nola-Kate Seymoar
International Institute for Sustainable Development
Winnipeg, Manitoba

Jennifer Allen Simons
The Simons Foundation
Vancouver BC

Celina Sousa
International Programs
Kitchener, Ontario

Academics and Experts

Judith Abwunza
Department of Sociology/ Anthropology, Wilfrid Laurier University
Waterloo, Ontario

John Chamberlin
Department of English, Wilfrid Laurier University
Waterloo, Ontario

Andrew Cooper
Department of Political Science, University of Waterloo
Waterloo, Ontario

Alistair Edgar
Department of Political Science, Wilfrid Laurier University
Waterloo, Ontario

Peter Eglin
Department of Sociology/Anthropology, Wilfrid Laurier University
Waterloo Ontario

John English
Department of History, University of Waterloo
Kitchener, Ontario

Ashok Kapur
Department of Political Science, University of Waterloo
Waterloo, Ontario

William Moul

Department of Political Science, University of Waterloo
Waterloo, Ontario

John Peters

Department of Sociology/ Anthropology, Wilfrid Laurier University
Waterloo, Ontario

David Pfrimmer

Waterloo Lutheran Seminary
Waterloo, Ontario

Truman Phillips

Agricultural Economics & Business Development, University of Guelph
Guelph, Ontario

Peter Stoett

Department of Political Studies, University of Guelph
Guelph, Ontario

Ellen Woodley

Ecosystem Health Project, University of Guelph
Guelph, Ontario

Youth

Presbyterian Church
Kitchener, Ontario

Bipasha Choudhury

University of Waterloo
Brampton, Ontario

Nigmendra Narain

University of Waterloo
London, Ontario

Shaun Narine

University of Toronto
Toronto, Ontario

Allison Sharpe

University of Western Ontario
Shelburne, Ontario

Business and Labour

Gerry Barr

Director, Humanity Fund
United Steelworkers of America
Toronto, Ontario

David Hecnar

Canadian Chamber of Commerce
Ottawa, Ontario

Moira Hutchinson

Humanity Fund
United Steelworkers of America
Toronto, Ontario

Alex Kouliy

Manager, Internal Audit
TransCanada Pipelines Limited
Calgary, Alberta

Ken Luckhardt

Canadian Auto Workers
North York, Ontario

Walter McLean

Franklin Consulting Ltd.
Waterloo, Ontario

Media

Pauline Finch-Durichen

The Record
Kitchener, Ontario

Dona Harvey

Journalist and Communications Consultant
Kitchener, Ontario

John Hay

Foreign Affairs Journalist
Nepean, Ontario

Steve Izma
Between the Lines Publishing
Kitchener, Ontario

Government

Nasreen Bhimani
Communications
Canadian Centre for Foreign Policy Development
Ottawa, Ontario

Marius Grinius
Director, Southeast Asia Division
Department of Foreign Affairs and International Trade
Ottawa, Ontario

Steven Lee
National Director
Canadian Centre for Foreign Policy Development
Ottawa, Ontario

Wayne Lord
Aboriginal Affairs, Human Rights Division
Department of Foreign Affairs and International Trade
Ottawa, Ontario

Syd Maddicott
Policy Analyst, Policy Planning Staff
Department of Foreign Affairs and International Trade
Ottawa, Ontario

Michael O'Shaughnessy
Events Planner
Canadian Centre for Foreign Policy Development
Ottawa, Ontario

Sébastien Sigouin
APEC Division
Department of Foreign Affairs and International Trade
Ottawa, Ontario

Facilitators

Grant Birks

Project Ploughshares, Conrad Grebel College
Waterloo, Ontario

Michele Bumstead

DoveTailed Solutions
Waterloo, Ontario

Theron Kramer

Kitchener, Ontario

Sylvia McMechan

The Network for Conflict Resolution
Conrad Grebel College
Waterloo, Ontario

Dean Peachey

Kitchener, Ontario

Professor Michel Dion

Faculté de théologie, philosophie et de sciences humaines, Université de Sherbrooke
Sherbrooke, Québec

Professeur Paul-Normand Desautels

Département de sciences politiques, Université de Sherbrooke
Sherbrooke, Québec

Monsieur Pascal Girard

Maître de conférences, Université de Sherbrooke
Sherbrooke, Québec

Professeur Louis Lapierre

Directeur, Chaire d'étude K.C. Irving en développement durable, Université de Moncton
Moncton, Nouveau Brunswick

Professeur Pierre Lizee

Département de sciences politiques, Université de Montréal
Montréal, Québec

QUEBEC
Participants

ONG

Monsieur Louis-Marie Asselin
Centre Canadien d'Études et de Coopération Internationales (CCECI)
Québec, Québec

Madame Iris Aïme
Directrice des programmes
Centre international des droits de la personne et des droits de la femme
Montréal, Québec

Madame Angèle Aubin
Co-organisatrice du Forum - Québec
Carleton Place-Monde
Québec, Québec

Monsieur Mohamed Chikouli
Adjoint au directeur général
OXFAM Québec
Montréal, Québec

Monsieur Ali Dahan
Partisans de la paix dans la justice pour Djibouti
Québec, Québec

Monsieur François Faucher
Carrefour de solidarité internationale (CSI-2)
Sherbrooke, Québec

Monsieur Kim-Ney Khoun
Président
Association Québec-Cambodge
Québec, Québec

Monsieur Jean-Luc Lacourrière
Responsable de l'Amérique latine et des Caraïbes
CUSA
Ottawa, Ontario

**QUEBEC
Participants**

ONG

Monsieur Louis-Marie Asselin

Centre Canadien d'Études et de Coopération Internationale (CECI)
Québec, Québec

Madame Iris Almedia

Directrice des programmes

Centre international des droits de la personne et du développement démocratique
Montréal, Québec

Madame Angèle Aubin

Co-organisatrice du Forum ~ uébec
Carrefour Tiers-Monde
Québec, Québec

Monsieur Mohamed Chikaoui

Adjoint au directeur général
OXFAM Québec
Montréal Québec

Monsieur Ali Dahan

Partisans de la paix dans la justice pour Djibouti
Québec, Québec

Monsieur Francois Faucher

Carrefour de solidarité internationale (CSI-S)
Sherbrooke, Québec

Monsieur Khun-Neay Khuon

Président
Association Québec-Cambodge
Québec, Québec

Monsieur Jean-Guy Lacoursière

Responsable de l'Amérique latine et des Caraïbes
CUSO
Ottawa, Ontario

Monsieur Nouri Lagmi

Coordonateur
Vue d'Afrique
Montréal, Québec

Monsieur Tran Tamtimh

Fraternité Viet-Nam
Ste-Foy, Québec

Universitaires

Monsieur Martin Beurivage

Université de Sherbrooke, Maîtrise en gestion des coopératives
Sherbrooke, Québec

Professeur Ivan Bernier

Université Laval, Faculté de Droit
Ste-Foy, Québec

Madame Marie-Claude Bouchard

Université Laval
Québec, Québec

Professeur Michel Dion

Faculté de théologie, d'éthique et de philosophie, Université de Sherbrooke
Sherbrooke, Québec

Professeur Paul-Normand Dussault

Département de science politique, Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario

Monsieur Pascal Girard

Maîtrise en environnement, Université de Sherbrooke
Sherbrooke, Québec

Professeur Louis Lapierre

Directeur
Chaire d'étude K.C. Irving en développement durable, Université de Moncton
Moncton, Nouveau Brunswick

Professeur Pierre Lizée

Département de science politique, Université de Montréal
Montréal, Québec

Monsieur Nigmendra Narain

Département de science politique, Université de Waterloo
Waterloo, Ontario

Professeur Alain Prujiner

Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval
Ste-Foy, Québec

Madame Lili Rehel

Adjointe à la direction
Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval
Ste-Foy, Québec

Monsieur Martin Roy

Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval
Ste-Foy, Québec

Professeur Florian Sauvageau

Département d'information et de communication, Université Laval
Ste-Foy, Québec

Professeur William Schabas

Directeur
Département des sciences juridiques, Université du Québec à Montréal (UQAM)
Montréal, Québec

Monsieur José Slobodrian

Analyste International
Sillery, Québec

Jeunes

Monsieur Maxime Bédard

Jeunesse du Monde
Ancienne Lorette, Québec

Madame Pascale Bouchard

Garneau International
Québec, Québec

Monsieur Jean-François Carron

Petit Séminaire de Québec (secondaire)
Beauport, Québec

Madame Suzie Cloutier

Jeunesse Canada Monde

Québec, Québec

Monsieur Nicolas Gilbert

Jeunesse du Monde

Québec, Québec

Monsieur Philippe Huot

Petit Séminaire de Québec (secondaire)

Beupon, Québec

Madame Marie-Hélène Proulx

Petit Séminaire de Québec (collégial)

Québec, Québec

Milieu des affaires/syndical

Monsieur Frederick Couttet

Centre de commerce international de l'Est du Québec

Québec, Québec

Madame Diane Girard

Directrice principale, Service d'éthique et d'intégrité

KPMG

Montréal, Québec

Monsieur Emile Valée

Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)

Montréal, Québec

Média

Monsieur Daniel Allard

Journaliste

Ste-Foy, Québec

Monsieur John Hay

Consultant

Nepean, Ontario

Gouvernement

Madame Nasreen Bhimani

Communications

Centre Canadien pour le développement de la politique étrangère

Ottawa, Ontario

Madame Roxane Dubé

Assistante législative

Cabinet du Ministre des Affaires étrangères

Ottawa, Ontario

Monsieur Yannick Lamonde

Coordonateur du Québec

Centre Canadien pour le développement de la politique étrangère

Ottawa, Ontario

Madame Juliane Lapointe

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Ottawa, Ontario

Madame Jennifer Ledwidge

Porte parole du Ministère

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Bureau des relations avec les médias

Ottawa, Ontario

Madame Cécile Latour

Directrice Asie du Sud

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Ottawa, Ontario

Monsieur Steven Lee

Directeur National

Centre Canadien pour le développement de la politique étrangère

Ottawa, Ontario

Madame Sandra McCardell

Division des droits de la personne

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Ottawa, Ontario

Honorable Diane Marleau

Ministre, Coopération internationale et Francophonie

Hull, Québec

Monsieur Henry-Paul Normandin
Spécialiste principal en gouvernance
Agence canadienne de Développement international
Hull, Québec

Monsieur Mike O'Shaughnessy
Planificateur des événements
Centre canadien pour le développement de la politique étrangère
Ottawa, Ontario

Monsieur Martin Roy
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Ottawa, Ontario

Monsieur Sébastien Sigouin
Communications
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Division de l'APEC
Hull, Québec

Rapporteurs

Monsieur Martin Breault
Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval
Ste-Foy, Québec

Monsieur Daniel Cloutier
Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval
Ste-Foy, Québec

Monsieur Michel Constantin
Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval
Ste-Foy, Québec

Monsieur Jean-Francois Marion
Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval
Ste-Foy, Québec

POLICY DEVELOPMENT WORKSHOP
ATELIER DE DÉVELOPPEMENT DE LA POLITIQUE

PARTICIPANTS

NGO/ONG

Angèle Aubin

Carrefour Tiers-Monde
Québec, Québec

Gerry Caplan

Canadian Committee to Protect Journalists
Toronto, Ontario

Dawn McLean

Organizer, People's Summit Issue Forum
(Sustainable Development)
Victoria, BC

**Academics and Experts/
Universitaires et experts**

Barbara Arneil

University of British Columbia
Vancouver, BC

John English (Co-Chair)

University of Waterloo
Waterloo, Ontario

Randy Garrison

Camosin College
Victoria, BC

John Hay

Foreign Affairs Journalist
Ottawa, Ontario

Honorable Diane Marleau
Ministre, Coopération internationale et Francophonie
Hull, Québec

Brian Job

University of British Columbia
Vancouver, BC

Pierre Lisée

Université de Montréal
Montréal, Québec

Youth/Jeunes

Penny Kerrigan

Canadian Federation of Students
Victoria, BC

Government/Gouvernement

John Bell

Ambassador, Canada's Year of Asia-Pacific
Department of Foreign Affairs and International Trade
Ottawa, Ontario

Nasreen Bhimani

Communications, Canadian Centre for Foreign Policy Development
Ottawa, Ontario

Ingrid Hall

Director General, South and South-East Asia
Department of Foreign Affairs and International Trade
Ottawa, Ontario

Steven Lee

National Director, Canadian Centre for Foreign Policy Development
Ottawa, Ontario

Hilary Humphrey

Communications, Office of the Honourable Raymond Chan
Ottawa, Ontario

Michael O'Shaunessy

Events Planner, Canadian Centre for Foreign Policy Development
Ottawa, Ontario

Mario Renaud

Directeur Général, Plannifination stratégique et politiques (ASIE)
Agence canadienne de la développement international
Ottawa, Ontario

Brian Stevenson

Senior Policy Advisor
Office of the Honourable Lloyd Axworthy
Ottawa, Ontario

Angie Aubin
Carrefour Tiers-Monde
Québec, Québec

Gerry Caplan
Canadian Committee to Protect Journalists
Toronto, Ontario

Dawn McLean
Organizer, People's Summit Forum
(Sustainable Development)
Victoria, BC

Academics and Experts/
University of British Columbia

Barbara Artell
University of British Columbia
Vancouver, BC

John English (Co-Chair)
University of Waterloo
Waterloo, Ontario

Randy Garrison
Canadian College
Victoria, BC

John Hay
Foreign Affairs
Ottawa, Ontario

POLICY DEVELOPMENT WORKSHOP

PARTICIPANTS

Brian Job
University of British Columbia
Vancouver, BC

Pierre Lisée
Université de Montréal
Montréal, Québec

Youn-Jeun

Penny Kerrigan
Canadian Federation of Students
Victoria, BC

Government

John Bell
Ambassador, Canada's Year of Asia-Pacific
Department of Foreign Affairs and International Trade
Ottawa, Ontario

Narvesh Bhatnani
Communications, Canadian Centre for Foreign Policy Development
Ottawa, Ontario

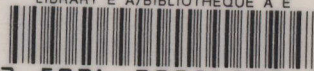
Richard Hall
Director General, South and South-East Asia
Department of Foreign Affairs and International Trade
Ottawa, Ontario

Steven Lee
National Director, Canadian Centre for Foreign Policy Development
Ottawa, Ontario

Hilary Humphrey
Communications, Office of the Honourable Kaye Chinn
Ottawa, Ontario

Michael O'Shannessy
Events Planner, Canadian Centre for Foreign Policy Development
Ottawa, Ontario

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20086822 5

DOCS

CA1 EA752 97N36 FRE

1997 forum national sur les
relations internationales du Canada
l'Asie-Pacifique : rapport

sommaire. --

53302862

